AGEN INFORM

AGEN-UNEF

Association Générale des Etudiants de Nanterre Université de Paris X-Nanterre, salle F 307. 92000 NANTERRE. Tél. 40 97 76 72.



Cher(e) camarade,

Voilà le second numéro de l' "AGEN-INFORM" (Bulletin interne à l'AGE de Nanterre). Deuxième numéro un peu spécial de par sa présentation: des problèmes techniques nous ont obligé à utiliser un logiciel différent de celui utilisé pour le N° 1 par conséquent mise en page différente, caractères différents... Seuls les auteurs des textes n'ont pas changé .

Ce second numéro contient:

- un article sur la question du Budget: Perspectives et réalités,

- une information générale sur les CROUS.

- quelques brêves (les examens en SSA, les adhésions...). N° 2 moins fourni que le premier mais tout aussi interessant !

> Bonne lecture, LM.

BUDGET:

DE QUOI DISPOSONS-NOUS? DE QUOI AVONS-NOUS BESOIN?

Le début de l'année 89 aura été marqué par une intervention soutenue du gouvernement dans le domaine de l'Education Nationale. C'est une réponse au fort mouvement qui a traversé l'école et l'université, l'automne dernier. A ce sujet, mesurons les progrès accomplis sur les questions budgétaires par les étudiants depuis deux ans. Et analysons à sa juste valeur le mouvement de cet automne, ce qu'il a permis de gagner. Plusieurs enseignements sont à

1°_ Le problème des moyens financiers est bien la pierre angulaire de l'édifice scolaire et universitaire. Tous le reconnaissent, même le gouvernement. Les 12 milliards de francs débloqués par Rocard en sont une preuve explicite.

Que de chemin parcouru en deux ans, à l'actif des actions menées- entre autres par les étudiants- en 86, 87 et 88! 2° L'ampleur des acquis arrachés depuis la rentrée 88 est importante, bien supérieure à l'année 87. C'est que, si le mouvement n'a pu, à aucun moment, déboucher sur une convergence nationale, il s'est developpé dans plus d'endroits-9 facs ont été en grève: la plupart ont abouti au moins partiellement.

Indéniablement, la question des moyens est centrale, elle concerne tous les étudiants, à tous les niveaux de leurs études: conditions de vie, conditions d'études, contenu des cours, qualité de la formation et qualification.

A tel point que le gouvernement a été obligé de répondre. Et ce, à deux niveaux:

- le déblocage de 12 milliards

de francs pour les deux ans à venir: 2 milliards en avril (collectif budgétaire), 4 au budget 90 et 6 à celui de 91.

 La loi d'orientation Jospin-Rocard, dite Loi J.R., qui devrait être effective dès la rentrée 89.

Autant dire qu'on veut aller vite et frapper fort, l'imagination surtout. Car toutes ces mesures s'accompagnent d'un message, qui ressemble un peu au: "je vous aime" de F. Mitterrand aux instituteurs.

Ce message contient deux idées: on s'occupe de vous, on fait le maximum. Une morale: attendez ou adaptez-vous (à la

situation).

C'est vrai qu'on s'occupe de nous: 12 milliards de francs, c'est bien. Mais fait-on le maximum? Dans quelles perspectives seront-ils utilisés? Là résident les questions

Là résident les questions fondamentales. Le projet de Loi d'orientation J.R. définit les grands axes de cette politique scolaire et universitaire.

Cependant, 12 milliards de francs pour l'école -de la maternelle à l'Université- c'est largement insuffisant.

Janvier 1987: J. Andrieu déclare dans Libération qu'il faut une loi de programmation de 110 milliards de francs.

Parvenir à l'objectif de 2 millions d'étudiants exige un doublement du budget de l'Enseignement Supérieur.

Et, il ne s'agit pas d'une vision

de l'esprit.

Regardons nos études à

Nanterre.

585 francs en début d'année, mais pour quelles études? Des amphis surchargés, des examens où nous sommes entassés ...

L'Université gére la misère, sa nous coûte rier misère. De nombreux budgets

d'UFR sont déjà épuisés. Mais où est allé le fric? Si c'est dans nos études, alors c'est

largement trop peu.

Alors que les budgets d'UFR et de la fac vont être votés, il s'agit bien d'exiger des moyens supplémentaires. Il est possible de doubler la budget de chaque fac et celui de l'Enseignement Supérieur. Cette idée est de plus en plus répandue parmi les étudiants. Lors de quelques interventions en amphi et à leur passage à la coop, beaucoup ont déjà signé le tract-pétition. Dans chaque Association, ce tract doit circuler, fais le signer autour de toi et signe aussi!

Il ne nous faut pas hésiter à demander à nos copains, aux étudiants de notre amphi,... une signature et il ne nous faut oublier de voter, nous-aussi!

Marc ROSSETTI. Président de l'AGEN-UNEF.

VES-BREVES-BREVES-BR

Une intervention en 1ère année de Capacité de Droit a permis à 35 étudiants de prendre position pour le doublement du budget de fac et de celui de l'Enseignement Supérieur. Parmi ceux-ci, 7 ont adhéré à ajouter aux 3 adhésions faites la veille en porte-à-porte. Il suffit de leur proposer une action, la présenter clairement en prenant des exemples de notre vie quotidienne et de ne pas omettre de parler de la question de l'adhésion. Le plus souvent, les étudiants attendent un geste de notre part, faisons-le, cela ne nous coûte rien, au contraire!

ELECTIONS AU CROUS. ELECTIONS MODE D'EMPLOI. CROUS MODE D'EMPLOI.

Les 21 et 22 mars prochains, nous éliront nos représentants au CROUS de Versailles. Ceci doit être l'occasion, pour chacun et chacune, de dire non à la politique de casse ayant cours, actuellement au sein des CROUS.

Comment pourrait-on applaudir et se réjouir alors que, dans

les Cités-U,

* 1/4 des demandes de chambres

sont acceptées,

* depuis 1971, on note une augmentation de 30% du nombre de résidents même si aucune chambre n'a été construite.

* les derniéres rénovations remontent à 1960-65 et les derniéres constructions à 1971-72

(Lille),

* les nouveaux besoins ne sont pas pris en compte; par conséquent, avoir une radio, un frigo et un chauffage d'appoint

devient impossible?

Bien sûr, les mouvements des résidents, de 1983 à l'an passé, ont permis de mettre un frein à la lente mais inexorable dégradation des locaux, et, ont permis de reporter l'augmentation des loyers qu'on leur promettait. Bien sûr, on pallie l'absence d'augmentation de la capacité d'accueil en Cite-U, par des logements en HLM mis à la disposition du CROUS par contrat (avec Aide Personnalisée au Logement, accordée par le Gouvernement) ce qui fait passer le loyer de 560F en Cité-U à 700 ou 800F en HLM avec APL (1500 ou 1700F sans APL!).

Comment pourrait-on applaudir et se réjouir alors que, * la qualité des repas du RU laisse à désirer, * les étudiants de plus de 25 ans n'y ont pas droits (selon une circulaire de 84, ressortie des placards poussiereux de l'Administration en 1987),

l'achat de ticket à l'unité est

impossible.

Bien sûr, on mange un repas équilibré et plus ou moins chaud pour 9,60F. Mais, si la qualité des repas se dégrade et si le ticket coûte 10,10F. (comme on nous le promet à la rentrée 89-90), serons-nous toujours aussi heureux de manger au RU?

Comment pourrait-on applau-

dir et se réjouir alors que

* l'ETE (Emploi Temporaire Etudiant), organisme devant procurer des stages pendant les études, se transforme, par manque ou absence de subvention étatique, en dispensateur de jobs ou d'emplois temporaires,

* le FSU (Fond de Solidarité), chargé d'aider financiérement les étudiants, ne peut étendre son champ d'action qu'à quelques cas par manque de fonds (lui-aussi!) et est si peu connu

des étudiants?

A tout cela, certaines organisations syndicales ou politiques (UNI, CELF et UNEF-id) répondent par un seul et même

slogan: "privatisons!".

Privatisons mais à quel prix?

A l'UNEF, notre volonté, en matière d'Aide Sociale, a toujours été de permettre à chacun d'accéder au logement, à la nourriture, aux aides sociales, le plus simplement possible et à des prix aussi modiques que possibles. Ce serait lui rendre sa vocation première: celle de Service Public.

Pour cela, la FRUF (Fédération des Résidences Universitaires de France), l'UNEF, les résidents et les étudiants demandent:

- La rénovation des Cités-U

existantes.

- la construction de nouvelles Cités-U, aux portes de facs,

- et le gel des loyers,

- Le blocage de prix du ticket

de RU.

- et la parité Etat/Etudiant dans les tarifs (actuellement, l'etudiant verse 9,60F contre 6,66 pour l'Etat!).

- Le réinvestissement de

l'Etat dans l'Aide Sociale.

Vaste programme, me diras-tu! Vaste, mais juste. Démocratiser l'Enseignement, c'est aussi démocratiser les conditions d'hébergement et d'aides sociales

l'Enseignement.

Une Commission Aide Sociale vient de se monter à l'UNEF de Nanterre. Elle t'est ouverte. Les élections de 21 et 22 mars sont à préparer dés la rentrée. Pour cela, nous envisageons de pour avril ou mai un débat sur la rencontrer les résidents de la Loi Pasqua, les circulaires Cité de Nanterre, lors de porte à Joxe-Masson et leur abrogation. porte les 7-8 et 15-16 mars.

Pour que les revendications des représentants étudiants, de RAPPEL: la liste soutenue par l'UNEF et la N° Tel de l'AGEN: 40 97 76 72. FRUF, soient celles de tous et Remarques, textes, réactions,... toutes, les étudiants sont peuvent nous être envoyés, au conviés à une Réunion Publique contraire ils seront les biens (date à déterminer) qui définira la plate-forme de revendica-

tions.

Résidents ou non, nous sommes tous concernés par le

problème de l'aide sociale.

Je te convie, donc, à participer aux divers portes à portes, à la réunion publique et à vater les 21 et 22 mars. Des documents seront à ta disposition en F 307 (à l'AGEN!).

VES-BREVES-BREVES-BR

* Lors de deux partiels, les premières années de SSA ont dû réagir rapidement: amphi bondé, pas de liste d'emargement, pas de copie anonyme. Les élus sont intervenus dans l'amphi et à quelques minutes prés, le partiel était déserté.

Rencontres avec l'administration, rencontres avec le Directeur de l'UFR, rencontres avec les enseignants: chacun renvoie la faute sur l'autre. Finalement, élus et étudiants ont réussi à obtenir l'anonymat des copies et la multiplication par 1,5 des notes en statistiques.

Dernieres nouvelles: on vient de recevoir les notes données en Stat'; malgré "l'augmentation" des notes, celles-ci restent encore forts basses!

* En collaboration avec la Maison des Droits de l'Homme, l'Association de Droit prévoit

venus!